

## Communication de Monsieur Hervé Marchal



Séance du 23 mars 2018



### Les contours de la révolution numérique

Ce qu'il est convenu de nommer la *révolution numérique* remonte aux années 1980 et présente désormais tous les contours d'une révolution globale en se diffusant sur toute la planète. Plus encore, il s'agit sûrement d'une révolution totale affectant tous les secteurs de la vie sociale : l'économie, plus précisément la distribution, la consommation, la production, le marketing, la finance... ; le monde des médias, à commencer par la télévision, la presse, l'édition, le cinéma, l'industrie musicale... ; la santé avec la télémedecine, le suivi médical à distance, les remboursements informatisés, les scanners... ; et que dire des communications interpersonnelles avec l'avènement des smartphones, des courriels, des SMS (*Short message service*) et autres réseaux sociaux, mais aussi de l'amour et du sexe avec Meetic ou encore Youporn...

Comment alors ne pas souligner avec force que le numérique engendre ou participe de profonds changements aussi bien dans nos manières de penser, de sentir et d'agir que de connaître, de communiquer, de consommer, d'aimer, d'entrer en relation avec les autres, soi et le monde ? À ce propos, pour comprendre ce qu'est le numérique, il faut sûrement commencer par observer ses effets au niveau de l'individu et de son quotidien.

#### **Ce qui caractérise la condition numérique contemporaine**

Pour le sociologue Z. Bauman (2010, p. 83-85), le Synopticon est l'une des expressions les plus saillantes de ce qu'est aujourd'hui la condition numérique contemporaine. Tandis que le Panopticon correspondait à un principe de

surveillance où une minorité d'être humains regarde une majorité, le Synopticon en est l'exact l'opposé : aujourd'hui, en effet, une majorité d'individus ordinaires observe ou plutôt admire à travers d'innombrables écrans une minorité mondialisée, une élite cinétique et surmédiatisée, un monde de stars, de personnes fortunées, d'hommes et de femmes de pouvoir... Qui sur la planète ne connaît pas Lionel Messi ou Donald Trump ? Dès lors, opère non plus un principe de coercition mais de séduction qui amène beaucoup d'entre-nous à devenir les spectateurs d'êtres humains qui « ne sont littéralement pas de ce monde » car « inaccessibles et visibles, éthérés et charnels, infiniment supérieurs tout en donnant à tous les inférieurs un brillant exemple à suivre ou à rêver ».

Pour d'autres chercheurs et observateurs du monde actuel, les technologies de l'information et de la communication (TIC) dessinent les contours d'une condition numérique dont l'une des principales caractéristiques est la connexion permanente. Il en résulte une forte « mobilisation connective » (Martuccelli, 2017, p. 217-218) qui n'est pas facile à contester pour chacun d'entre-nous tant il est vrai que se déconnecter revient à sortir du monde, à éprouver le sentiment de ne plus en être. Être connecté, c'est à n'en pas douter participer au monde, à son mouvement ininterrompu ; c'est y avoir une place, y être reconnu, et ce d'autant plus que le numérique recouvre de plus en plus une part grandissante de notre vie sociale et intime. Il n'est donc pas facile de se débrancher, peu s'en faut !

Plus encore, les TIC participent à n'en pas douter d'une mobilisation de soi quasi permanente à travers nombre d'alertes ponctuant une connexion elle aussi quasi continue : « Les individus sont maintenus en alerte par la connexion ; même lorsqu'on ne consulte pas sa page Facebook, son compte Twitter, ses mails ou ses SMS, on les sait ouverts et prêts à accueillir des échanges. Même – et en réalité surtout – en vacances il faut prendre des photos à montrer sur Instagram et les réseaux sociaux » (Martuccelli, 2017, p. 216) Il n'est pas jusqu'au temps libre qui ne se trouve pris dans cette contrainte de connexion ininterrompue se traduisant par le développement mobilisateur des pratiques de tourisme utile, de bricolage efficace, de consommation responsable...

À bien y regarder, il faut compter avec une forte implication affective des individus. Il faut dire que la connexion a changé l'expérience de l'être ensemble : « La capacité de dire publiquement ses émotions et ses opinions fait de chacun de nous un militant de sa propre cause, un quasi-mouvement social à soi tout seul, puisqu'il n'est plus nécessaire de s'associer à d'autres et de s'organiser pour accéder à l'espace public » (Dubet, 2019, p. 72). L'implication affective est d'autant plus observée dans tous les domaines de la vie, même au travail, que les TIC génèrent un formidable brouillage des frontières entre vie privée et vie publique/professionnelle : appeler chez soi au travail ou apporter du travail

chez soi devient tout à fait naturel pour beaucoup, et la crise sanitaire relative au Covid-19 n'a fait qu'accentuer une telle tendance.

Par extension, l'individu caractéristique de la condition numérique contemporaine apporte avec lui au travail tout à la fois ses soucis, ses émotions, ses affects, ses compétences, ses qualités personnelles, son savoir-être et même ses désirs et idéaux. Le travail est plus que jamais encastré dans l'existence, et non l'inverse. Ce brouillage professionnel/privé peut générer de fortes attentes par rapport au travail et donc des désillusions, pour ne pas dire un épuisement mental. Logiquement, le temps personnel, entendons le temps vécu et ressenti, devient le temps le plus important ou, mieux, le plus sacré. Aujourd'hui, ce n'est pas en effet le fait de travailler qui est mal vécu, surtout dans un contexte où le chômage est bien présent, c'est bien plus le fait de ne pas pouvoir travailler quand on veut et où on veut. Choisir son temps tombe sous le sens dès lors que les TIC permettent d'avoir accès à de multiples informations n'importe où et quand on le souhaite.

Par ailleurs, avec les TIC, surtout avec la possibilité de donner son avis tout le temps et sur tous les sujets, se développe le sacré du profane n'étant pas sans rappeler ce qui a été nommé le « sacré de l'amateur » (Flichy, 2010) : le sacré non pas des leaders et autres experts labellisés et confirmés mais des *followers*, des gens ordinaires qui touchent à tout. S'opère ainsi en quelque sorte une démocratisation du génie individualisé et auto-proclamé pouvant être résumée par cette maxime : « Chacun le vaut bien en tant que personne originale, unique et singulière et a le droit de dire ce qu'il pense ». Il est clair ici que les TIC tiennent une place essentielle en permettant à chacun de se mettre en scène (en montrant ses exploits, ses qualités, ses désirs...) sur des réseaux sociaux bien connus et de s'exprimer sur de multiples forums sans pour autant maîtriser véritablement les sujets au centre des discussions.

Internet s'apparente à un *espace d'expérimentation continue* où chacun peut s'exprimer, donner son avis, dénier toute hiérarchie. Se sentir exister au plus profond de soi comme un individu individualisé – et non pas collectivisé, c'est-à-dire soumis à des institutions, des modèles culturels et des cadres collectifs de toutes sortes – conduit à ne pas vouloir être réduit à quelques identités sociales fixées par la société et non par soi. L'individu individualisé et numérisé veut être en mesure de négocier, de s'exprimer, de donner son point de vue, de faire valoir ce qu'il vaut, d'importer dans le monde du « nous » (du statut, des règles impersonnelles, du temps collectivement organisé) son « je ». La case EGO est devenue incontournable : c'est même la seule case qui vaut vraiment en tant que siège de la sacralité contemporaine : le sacré n'est plus extérieur à l'individu (Dieu), il correspond à sa Vie, à ses valeurs, en un mot à ce qui anime au plus profond la personnalité.

## Être soi et surtout soi

Avec la multiplication, via les canaux numériques, des modèles culturels, des cadres de références et des ressources de sens, chaque individu est socialement contraint de dessiner lui-même, dans une très large mesure, les contours de son propre horizon de sens. Dès lors, l'individu contemporain ne souhaite plus endosser des identités prêtes à l'emploi mais des identités électives. Il se voit en effet comme un individu libre de choisir son identité et par extension ses amis, ses loisirs, son travail... Internet accélère ainsi le processus de singularisation de soi en permettant aux individus de combiner de façon unique diverses affinités électives ainsi qu'en donnant à chacun la possibilité de bricoler significativement la forme et le contenu de son propre espace de sens.

Il faut dire, en outre, que le Web invite à un engagement « exploratoire » consistant justement à explorer de multiples contenus entre flânerie curieuse, attention flottante et engagement soutenu (Auray, 2016). « La Toile » autorise aussi bien l'émergence de communautés de savoir, de jeux, de cultes, de passions et de cultures diverses que l'expression exacerbée de soi. Les blogs ainsi que les identités numériques se multiplient dans les recettes identitaires personnelles. « Surfer sur la toile », « Naviguer » – en tenant soi-même la barre – procurent une sensation de liberté, donnent l'impression qu'on n'est plus limité par le monde sensible (les autres, l'espace, les distances, les inégalités...) pour mener sa vie et s'imposer comme seul maître à bord de son horizon existentiel. Plus que jamais le constat de David Riesman (1964), pourtant formulé dans les années 1950, s'avère pertinent. Pour l'auteur de *La foule solitaire*, l'être humain se trouve en effet au commencement « d'une ère riche en possibilités d'existence présente et en perspectives d'avenir. Autrefois, l'individu était forcé de limiter son choix, par l'adaptation de son gyroscope personnel; maintenant, il est en mesure de réagir à un nombre bien plus grand de messages qu'il n'aurait pu en « intérioriser » dans son enfance » (p. 321). C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les propos de la sociologue Monique Dagnaud lorsqu'elle souligne combien l'individu numérisé fait preuve de *capabilités* imaginatives, entendons de capacités réelles à formuler des schémas de soi ou des projections sensées de soi. Internet tient ici une place centrale tant il « stimule l'aptitude à vivre « ici et ailleurs », à se détacher de son contexte géographique et social, à se fabriquer des biographies alternatives, à penser qu'on pourrait changer de vie, à circuler d'une galaxie à l'autre. Il façonne un talent à s'abstraire du quotidien [...] » (Dagnaud, 2011, p. 168).

Le numérique participe de cette volonté d'être plus que jamais l'auteur de sa vie et responsable de ce qu'on devient. S'opère ainsi par ricochet une individualisation de l'échec, si bien qu'à partir du moment où l'individu ne

se sent pas en mesure de faire face aux difficultés, c'est lui-même qu'il accuse en premier. De la critique sociale (des organisations, du monde politique, des décideurs...), on passe alors à une critique de soi qui peut affecter son capital d'estime, de confiance en soi et conduire à une remise en cause de ses compétences et de ses qualités. Or, dans un contexte socio-économique qui impose une logique de rentabilité court-termiste, un temps de l'urgence incarné par les innombrables mails reçus jour après jour, il faut être performant, perspicace, rapide, sûr de soi. On comprend mieux les nouvelles formes de vulnérabilité identitaire et de souffrance psychique qui en résultent, notamment dans le monde du travail.

### Le numérique et son emprise...

Ce qu'il semble pertinent d'appeler *la mobilisation connective* est d'autant plus forte que les acteurs du numérique, à travers d'innombrables algorithmes, font tout pour attirer notre attention, répondre sans cesse à nos désirs et orienter *in fine* nos choix. Dans son ouvrage *À quoi rêvent les algorithmes?*, D. Cardon (2015) a identifié et analysé quatre grandes familles de calculs numériques destinés à nous apprivoiser pour mieux nous rendre captifs. 1/ Le calcul d'audience vise à sélectionner et à mettre en avant les pages, les sujets et donc les sites les plus visités. Si l'audience est forte pour les autres, elle le sera aussi pour vous ou votre voisin, tel est le principe qui domine ici. Le calcul d'audience a été rendu possible à partir du moment où les cookies – fichiers informatiques déposés dans un navigateur afin de permettre au site visité de reconnaître l'internaute – ont vu le jour (en 1994). Ce sont en fait de véritables mouchards installés à notre insu dans notre ordinateur. 2/ Le calcul d'autorité d'un site consiste à savoir quel est le site le plus pointé par d'autres sites. Autrement dit, quand on cherche un site sur notre moteur de recherche, celui-ci n'indique pas forcément les plus pertinents ni les plus consultés mais les plus référencés, c'est-à-dire les plus cités par d'autres sites. C'est dire si des normes collectives associées à des pratiques partagées peuvent nous détourner de sites les plus pertinents. 3/ Les calculs relatifs aux indices de popularité reposent sur les notes des internautes. Les « j'aime », les commentaires positifs ou encore les étoiles indiquant la valeur d'un site sont largement utilisés par Twitter, Facebook, Pinterest ou encore Instagram. 4/ Les calculs prédictifs apparaissent, selon D. Cardon, comme le plus redoutable dispositif de manipulation quant à la psychologie de l'utilisateur du numérique. En effet, il s'avère difficile de ne pas succomber à des propositions en lien direct avec nos propres centres d'intérêt.

À ce propos, il ne faut jamais oublier que les écrans nous observent tout autant, sinon plus, que nous les observons. Ils enregistrent une grande quantité d'informations nous concernant, qu'il s'agisse de nos voyages, de nos lectures,

de nos habitudes de consommation... L'hypothèse présidant au calcul prédictif énonce, pour ne prendre que cet exemple, que les adeptes de l'homéopathie identifiés sur certains sites seront aussi intéressés par les huiles essentielles pour se soigner. Les publicités sont ainsi choisies avec parcimonie selon nos goûts calculés en amont. Avec les algorithmes prédictifs, le gain de temps est considérable pour les acteurs du commerce en ligne : c'en est fini des typologies et autres profils de consommateurs aux motivations spécifiques. Ce qui compte, ce n'est plus de chercher à convaincre à l'instar des techniques publicitaires classiques, c'est de savoir le plus de choses possible sur chacun d'entre-nous pour nous proposer des produits qui font directement écho à nos activités favorites, nos attentes et préoccupations identifiées au fil de notre navigation et de nos localisations géographiques signalées par notre smartphone.

C'est logiquement que D. Cardon dénonce l'imposition des cookies en ce que leur présence va à l'encontre du principe du respect des données personnelles. Faut-il rappeler que des entreprises du Web comme Facebook, Twitter ou Google, ou des plates-formes dites collaboratives comme Airbnb ou Uber tirent leurs recettes de la vente des données fournies par leurs propres usagers à des annonceurs publicitaires ? Ainsi, en 2017, chaque utilisateur de Facebook a rapporté en moyenne un peu plus de six dollars au réseau social. Et puis les choses peuvent prendre une tout autre envergure : Facebook a été accusé en 2017 d'avoir permis à la société britannique Cambridge Analytica d'exploiter les données personnelles de quatre-vingt-sept millions d'usagers américains à leur insu, et ce, afin d'influencer la campagne présidentielle américaine en faveur d'un certain Donald Trump...

Le rôle des moteurs de recherche est ici important. Certains refusent de stocker les données personnelles à l'instar du moteur de recherche français Qwant – ce qui interdit de fait toute personnalisation des recherches effectuées selon l'historique de navigation des utilisateurs. Cela étant précisé, les données stockées dans les *data centers* peuvent aussi servir à réduire les embouteillages autoroutiers, à repérer des facteurs de risque de certaines maladies ou encore à anticiper les pannes de diverses machines de production industrielle. Le problème, ce n'est donc pas la donnée numérique en tant que telle, mais ce qu'on en fait. C'est dans ce sens que D. Boullier (2016) nous invite à ne pas fétichiser les données en croyant qu'elles parlent d'elles-mêmes. Les chiffres ne parlent jamais d'eux-mêmes, il faut toujours analyser ce qui préside à leur interprétation et à leurs usages. D'où l'importance des sciences sociales qui, au passage, ne peuvent se contenter de numériser leurs méthodes et leurs données pour montrer en quoi elles peuvent apporter une réflexion nécessaire et indispensable face à la puissance du *big data* et de sa démarche radicalement inductive. Le sens des données ne peut en aucun cas découler de la mise en

correspondance systématique du « déluge de données » comme si la recherche d'hypothèses et de relations causales était devenue inutile. Comment ne pas insister sur le fait que la technique est encadrée dans le social et plus précisément dans le politique. Chaque innovation renvoie nécessairement à des choix politiques et pas seulement techniques.

Les chercheurs en sciences sociales rappellent que le problème ne se situe pas au niveau du Web ou des algorithmes mais bien plus dans les objectifs des entreprises qui se cachent derrière les écrans. Le pouvoir de captation ne réside pas, en d'autres termes, dans le médium lui-même, entendons dans les écrans en tant que tels, mais bien dans les messages diffusés et surtout dans les manières avec lesquelles ils le sont. Cela étant, il est nécessaire, pour bien comprendre que ce qu'on entend par « emprise du numérique », de prendre en compte l'ensemble des composantes de la relation en jeu ici : 1/ les producteurs qui utilisent les algorithmes à leur profit, 2/ les éléments techniques qui permettent de décupler le pouvoir de captation des producteurs (de même qu'un micro décuple la voix), et 3/ les internautes qui bien que ciblés, profilés et tracés ne peuvent être comparés à de simples supports passifs ne faisant qu'enregistrer ce qu'on leur propose/impose. Car si les écrans nous font, il reste à savoir comment nous les faisons. À ce propos, D. Boullier (2016) souligne que l'une des caractéristiques intéressantes de l'économie numérique réside dans la plasticité de sa matière première (un code est plus appropriable qu'un four industriel par exemple). Il en résulte que l'innovation est ici co-produite par les utilisateurs. Ainsi en va-t-il du logiciel libre qui permet de voir dans le numérique en réseau « un laboratoire à ciel ouvert » (Boullier, 2016, p. 204). En outre, l'internaute n'est pas un automate passif. S'il continue à se connecter alors qu'il est suivi et notifié, c'est parce qu'il a conscience des avantages liés au fait de visiter tel ou tel site gratuit. Cela étant précisé, l'appropriation d'Internet n'est pas aisée pour tout le monde, bien au contraire, car elle dépend directement des savoirs techniques de l'individu (programmation, codage, navigation...) inégalement répartis parmi la population. On touche ici aux enjeux plus larges relatifs à une véritable éducation au numérique et à la diffusion des savoirs permettant d'être un acteur du Web et non seulement un consommateur.

## **Des rapports au monde qui changent profondément**

Sans doute notre rapport à l'avoir se trouve-t-il affecté par Internet et la numérisation de notre quotidien. En effet, lorsque l'on dispose d'un lien Internet à partir duquel un document est téléchargeable à tout moment – quand bien même il a été produit à l'autre bout du monde – celui-ci est non seulement déterritorialisé mais aussi dématérialisé en tant que tel puisque ce fichier n'existe réellement nulle part. L'objet de possession s'est dématérialisé au point de

n'être plus qu'une adresse. On se trouve en présence du même phénomène de dématérialisation avec la numérisation de nos photos personnelles sur notre téléphone portable... Mais Internet modifie également notre rapport à l'être dans la mesure où le concept même de co-présence est en mutation suite à l'avènement de visioconférences ou de réunions en direct alors que l'on se situe à des milliers de kilomètres de distance. Celle-ci s'estompe, disparaît même au point de cesser d'être une donnée relative à un espace géographique qui n'existe alors plus. Dès lors les lieux tendent à perdre de leur concrétude au fur et à mesure que notre quotidien voit se multiplier les identités numériques. Un ordinateur portable branché sur le Web n'est pas attaché à un lieu donné. Il est au contraire dissocié de toute attache spatiale fixe. Plus la mobilité électronique augmente à partir d'identités objectivement virtuelles mais subjectivement réelles, plus les lieux sont susceptibles d'être secondaires.

Parallèlement, le temps supplante l'espace. On ne raisonne plus en nombre de kilomètres parcourus mais en temps passé à écrire et à envoyer un mail ou un SMS. Dès lors, il devient nécessaire sur le plan analytique de rompre avec une conception géographique de l'espace pour penser celui-ci autrement qu'en termes de milieux définis, homogènes et délimités par des frontières et des limites précises. Dans ce sens, il devient non seulement impérieux de recourir à la notion d'espace en réseau, réticulaire ou connexionniste, dans lequel chacun dispose d'une accessibilité plus ou moins forte au réseau constitutif de cet espace, mais aussi et surtout au concept d'espace rhizomique qui incarne un monde où la distance spatiale est abolie (Kaufmann, 2009). Il s'agit en d'autres termes d'un espace non physique, dépourvu d'aspérités, de matérialité géographique, où le temps s'impose de façon radicale face à l'espace concret, lequel apparaît alors lisse, indéfiniment plat, ouvert, illimité et indéfini, tout en étant en mouvement perpétuel.

Se dessine une nouvelle espèce d'espace qui, à bien y regarder entretient de profondes connivences avec le réseau planétaire des villes mondiales, cette sorte de supraville, de « villes des villes » dont parlait l'écrivain Italo Calvino durant les années 1970. C'est que les TIC engendrent un réseau si intense fait de milliards de connexions qu'apparaît un nouveau continent : un continent électronique où une partie du monde peut s'y retrouver à tout moment. Ce continent a ceci de particulier qu'au moment où nous y pénétrons nous ne savons pas où l'on est. Nous nous retrouvons bien souvent seul dans un vaste monde inédit, totalement en apesanteur, où la vitesse des communications se rapproche de la simultanéité.

À la manière d'un « rhizome », l'espace n'est plus qu'orientations mouvantes, mobilités incessantes ; qu'un potentiel d'opportunités jamais figées à travers



d'innombrables flux communicationnels, qu'ils soient financiers, économiques, érotiques... C'est l'espace de la simultanéité permise par les TIC ; c'est l'espace qui annihile l'espace « spatial » pour inscrire les existences dans un registre exclusivement temporel. Il s'agit d'un espace où le temps devient simultané, comme c'est le cas lorsque l'on est cinq milliards d'êtres humains à vibrer *en même temps* devant un évènement sportif qualifié très justement de planétaire. Se forme ainsi avec Internet, entre autres, une sorte de cyberterritoire qui peut rassembler des milliards d'individus, aussi bien pour des évènements ludiques (Coupe du monde de football, Jeux olympiques) que dramatiques (attentats du 11 septembre 2001, catastrophe de Fukushima).

Pour comprendre le recours à ce concept de rhizome, il faut se remémorer les écrits séminaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari (1980, p. 31-32) lorsqu'ils précisent qu'« à la différence des arbres ou de leurs racines, le rhizome connecte un point quelconque avec un autre point quelconque [...]. Il n'est pas fait d'unités, mais de dimensions, ou plutôt de directions. Il n'a pas de commencement ni de fin, mais toujours un milieu, par lequel il pousse et déborde [...]. À l'opposé d'une structure qui se définit par un ensemble de points et de positions, de rapports binaires entre ces points et de relations biunivoques entre ces positions, le rhizome n'est fait que de lignes : lignes de segmentarité, de stratification, comme dimensions, mais aussi lignes de fuite ou de déterritorialisation [...] ».

## Un monde qui se dématérialise

L'accélération du temps s'impose comme *la* tendance à visibiliser et à analyser à l'heure de la globalisation des échanges, de l'intensification des mobilités planétaires, de la formation d'un réseau urbain mondial, de la simultanéité informationnelle, de la prédominance du temps sur l'espace dans notre quotidien. Ce fait social global affecte à n'en pas douter les acteurs politiques dans la mesure où se recompose ce qui était au fondement de l'État-nation : la superposition d'un territoire, d'une autorité et d'un droit spécifique. Il en résulte une incertitude fortement ressentie tant le monde en accéléré ne peut plus se lire à partir des seules frontières nationales, loin s'en faut. La question est alors de savoir si les acteurs politiques sont encore de véritables décideurs et dans quelle mesure ils peuvent le demeurer ! Servent-ils encore à quelque chose quand le temps intrépide et indomptable les dépasse et les réduit bien souvent au rôle de suiveur ?

Les acteurs économiques se trouvent bien entendu eux aussi au cœur de cette accélération généralisée. Engagés dans une course effrénée, ils convoquent de nouveaux référentiels pour se repérer dans un espace de nature temporelle sans

précédent. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement des économies socialistes, nous sommes entrés dans l'ère du capitalisme mondial insensible à bien des égards aux logiques et mesures déployées à l'échelle nationale. L'émergence d'un capitalisme ultra-dominant est indissociable d'un marché devenu planétaire, d'une sorte de « mégaeconomie » exigeant de dépasser le paradigme de l'économie nationale pour être en mesure de comprendre les déclinaisons planétaires du capitalisme globalisé fondé sur un capitalisme financier devenu le mode de régulation dominant. La finance, outillée d'une puissance électronique croissante qui permet des transactions si rapides que cela est inconnu de toute perception humaine du temps, est entrée dans de nouveaux référentiels temporels.

Les TIC engendrent un réseau si intense fait de milliards de connexions qu'apparaît un continent électronique où une partie du monde peut s'y retrouver à tout moment, même des migrants pauvres qui s'imaginent une autre vie à travers leurs connexions quotidiennes. La globalisation et l'interconnexion des individus, insiste de son côté Arjun Appadurai (2001, p. 91 et sq.), non seulement intensifie les formes de manifestations identitaires collectives, mais est à l'origine d'horizons de sens collectifs, de « paysages d'identité de groupe » qu'il nomme des « *ethmoscapes* » fondés sur des images culturelles partagées à travers le monde. Par exemple, Internet et la télévision par satellite permettent aux immigrés d'entretenir des liens et des connexions avec leur pays d'origine, de construire du commun avec d'autres immigrants vivant aux quatre coins de la planète, de recomposer leur identité en fonction de ce que le monde offre comme images. Aussi apparaît-il désormais nécessaire de compter avec la multiplicité des appartenances culturelles d'individus qui se sentent à la fois d'ici et d'ailleurs. Cette nouvelle donne planétaire correspondrait à l'émergence d'un véritable « transnationalisme », lequel invite à prêter attention à une dynamique culturelle de fond se déployant partout à travers le monde : la *déterritorialisation*. Cette dynamique culturelle concerne aussi bien les firmes multinationales, les marchés financiers, les entreprises de la culture et de la connaissance que les communautés ethniques, les mouvements religieux et les formations politiques : autant d'institutions au sens large s'émancipant des limites territoriales spécifiques incarnées notamment par les États-nations.

C'est dire si, de ce point de vue, il est impérieux d'opérer une sorte de rupture épistémologique, entendons un profond changement dans nos façons habituelles de cadrer la réalité, pour ne plus penser les évolutions du monde d'aujourd'hui exclusivement à partir des sociétés nationales. Cela permet également de penser l'émergence d'une société civile mondiale devenue sûrement incontournable dans un monde nous confrontant plus que jamais à des enjeux planétaires, en termes de soutenabilité notamment. Aussi la

possibilité de voir émerger une citoyenneté globale est-elle à prendre au sérieux et à travers elle l'action de communautés électroniques existant en dehors de tout ancrage territorial.

### Un temps qui s'accélère et se comprime

Le continent du numérique a ceci de particulier qu'au moment où nous y pénétrons nous ne savons pas où l'on est. Nous nous retrouvons bien souvent seul dans un vaste monde inédit, totalement en apesanteur, où la vitesse des communications est proche de la simultanéité. On y veut tout et « tout de suite » si bien que les secondes d'attentes y sont toujours trop longues.

Ce nouveau continent qui décide de l'histoire des hommes, alors que personne ne sait vraiment l'histoire qui s'y trame, nous rend plus que jamais impatients. Comme l'a souligné le philosophe allemand Hartmut Rosa (2012) dans son livre *Accélération. Une critique sociale du temps*, une autre tendance semble bel et bien devenir décisive et même centrale dans la période actuelle : l'accélération du temps. Qui d'entre nous n'a jamais éprouvé un manque de temps pour faire tout ce qu'il a à faire, pour vivre tout ce qu'il a à vivre, pour réaliser tout ce dont il rêve ? Le temps de chacun est en passe de devenir un bien très précieux tant il manque au quotidien. « Je n'ai pas le temps de faire ceci ou cela », voilà une plainte très actuelle auto-formulée ou entendue de tous et de toutes !

Pourtant, être pressé, c'est aussi faire partie du mouvement du monde, être intégré dans la société bouillonnante, avoir une place sociale mais aussi physique dans le monde des hommes qui bougent, qui gagnent de l'argent, qui maîtrisent leur vie. Bref, être pressé, ne pas avoir un moment à soi, s'avèrent également, à bien y regarder, des façons de dire combien sa propre vie est trépidante, intéressante, branchée, connectée et envieuse... Personne ou presque ne veut être à l'arrêt. Il faut dire que le fait de se sentir en dehors de la marche du monde est à l'origine d'un sentiment parfois violent d'exclusion, d'inutilité sociale, d'inexistence même. Seule la mise volontaire de soi en dehors du temps est valorisée aujourd'hui : pour se rendre à un séminaire de méditation par exemple, pour prendre du recul par rapport à sa vie en se retirant dans un lieu paisible hors de l'histoire, tel un monastère.

Qu'il semble loin de nous ce proverbe il y a encore pas si longtemps à la mode : « Pierre qui roule n'amasse pas mousse ». Aujourd'hui, pour glaner ce qu'offre le monde des humains, il faut bouger, se mouvoir, de quelque façon que ce soit. L'accélération est tellement présente et structurante du rapport de chacun à soi, aux autres et au monde qu'elle dessine en négatif de la « désaccélération », de l'attente subie (chômage entre autres), synonyme

de mise à l'écart de ceux qui ne sont pas en mesure d'y prendre part. Se tenir volontairement à distance du bourdonnement incessant du monde pour mieux s'y inscrire à d'autres moments est une chose; en être exclu sans pouvoir s'y engager de quelle que manière que ce soit en est une autre...

L'accélération du temps peut être vue comme un phénomène social central aujourd'hui dans la mesure où aucun d'entre nous n'a choisi d'être pressé ou, mieux, d'être « compressé », comme le dit Rosa, dans son quotidien. Il faut dire que le monde est pris en plein dans cette vitesse effrénée. L'accélération du monde, au sens large du terme, concerne aussi bien les hommes que les biens culturels, les biens de consommation, les produits financiers, les informations, les annonces scientifiques... Le phénomène est si important que l'on peut se demander si « la » société, définie par des frontières nationales et étayée par des institutions et une histoire spécifiques, existe encore vraiment. En réalité, lorsque l'on parle aujourd'hui de « société », il faut comprendre non pas une société repliée sur un État se confondant avec une nation, mais une société en mouvement prise dans des mobilités globalisées matérielles et immatérielles, disloquée par des forces sociales qui la dépassent (révolution des technologies de l'information, crises financières...), marquée par les risques qu'elle génère au niveau planétaire (accidents nucléaires, terrorisme...), liquéfiée par une remise en cause des institutions qui stabilisaient la vie sociale et rendaient possible une projection dans l'avenir. Bien sûr, il existe encore des traditions nationales, des institutions, voire des cultures managériales, mais l'accélération s'imisce désormais partout pour générer un formidable *effet de relativisation*. Tout circule plus vite, tout se « réfléchit » plus vite, tout se compare plus vite, tout se concurrence plus vite, tout se complète plus vite, tout peut être disqualifié plus vite, tout peut briller et s'éteindre plus vite...

## Il y a encore du réel derrière le virtuel

Mais ce n'est pas pour autant la fin de la spatialité et de la matérialité concrète du monde. Contrairement à ce que l'on pourrait croire de prime abord, les TIC n'ont pas éliminé les logiques de territorialisation. La condition numérique contemporaine ne signifie pas la fin des territoires dans la mesure où les individus se réfèrent toujours à des éléments de proximité pour vivre, construire leur identité et se situer dans le monde. Les êtres humains continuent à vivre selon des espaces intimes qui jouent un rôle de lest identitaire en intégrant dans la matérialité même du monde les repères indispensables pour se situer et se stabiliser. Sur un plan anthropologique – relevant de la condition humaine –, comment ne pas rappeler que l'être humain habite nécessairement l'espace, qu'il n'est jamais « hors-sol », « extra-terrestre ». Aussi faut-il relativiser les rhétoriques sur la déterritorialisation généralisée puisqu'habiter un lieu,

un coin du monde, demeure le propre des humains. D'ailleurs, si les adresses numériques, SMS et autres numéros de téléphone portable transcendent l'espace concret, il reste que les personnes jointes par mail ou par téléphone cellulaire seront accueillies dans un chez soi privatif, approprié et revendiqué comme tel. Autrement dit, le dynamique s'éprouve dans le statique ; l'éphémérité virtuelle nécessite des espaces réels.

Un ordinateur ne se trouve jamais dans un vide spatial, il n'est jamais en lévitation, tout comme les *data centers* d'ailleurs, c'est-à-dire ces immenses centres de stockage de toutes nos données numériques. Le site *Data Center Map*<sup>[1]</sup> recense 4 300 *data centers* à travers le monde qui correspondent à autant de territorialités concrètes. La France en accueille 147, le Royaume-Uni 250 et les États-Unis 1 700 pour ne prendre que ces exemples. Les *data centers* ne sont pas implantés dans tel ou tel pays par hasard. La sécurité politique garantie par les États, la fiscalité avantageuse ou encore le coût de l'électricité sont décisifs dans la localisation de telles infrastructures. À ce propos, parce que les centres de stockage nécessitent d'importants systèmes de refroidissement pour prévenir la surchauffe des machines, les pays froids peuvent devenir des terres d'investissements comme en témoigne le choix de Google de baser une partie de ses *data centers* en Finlande pour bénéficier du climat naturellement froid du pays.

On le voit, la territorialité n'a pas disparu avec le numérique. Il suffit également de voir comment aujourd'hui nombre d'États tendent de façon croissante à contrôler Internet. Récemment, l'Iran a bloqué l'accès des Iraniens insurgés au réseau numérique mondial, développant ainsi avec une grande efficacité une forme manifeste de contrôle territorial de l'espace numérique (cf. *Le Monde* du 20 novembre 2019). Quant à la firme californienne Apple, elle a cédé en 2019 face au gouvernement chinois afin que les insurgés pro-démocratie de Hongkong n'aient pas accès à l'une de ses applications, laquelle permettait de repérer les mouvements de la police déployée dans l'ancienne colonie britannique. Le numérique se trouve ainsi limité, voire entièrement contrôlé par des États-nation soucieux de défendre leurs prérogatives. Ce faisant, ces exemples rappellent combien, sous ses aspects immatériels, le numérique s'inscrit pleinement dans un monde matériel fait de câbles, de machines, de dispositifs de climatisation ou encore d'incubateurs.

Et puis, à partir du moment où on considère sérieusement la dimension territoriale du numérique, comment ne pas souligner que toutes les catégories sociales, loin s'en faut, n'ont pas le même accès au cyberterritoire, aux TIC et aux ressources qu'elle requiert. Beaucoup d'individus continuent de vivre plus ou moins à l'écart des réseaux numériques planétaires. Et ce n'est pas

parce qu'on a Internet qu'on peut avoir accès à tous les services que le Web propose... Les inégalités d'accès et d'usage sont une réalité connue. C'est ici que la problématique de la fracture numérique est convoquée. Mais il faut être prudent à l'égard de cette notion car derrière celle-ci se cache une hiérarchie impensée et moralisante quant aux usages de l'informatique, hiérarchie qui va de pair avec l'idée qu'il y a des bonnes et des mauvaises pratiques en la matière (Boullier, 2016). Une posture sociologique neutre invite à analyser les différences de légitimité accompagnant telle ou telle pratique et à considérer tous les usages comme équivalents : visiter un site de consommation en ligne n'est pas plus ou moins légitime que s'informer sur le site d'une institution culturelle reconnue. Or, à partir du moment où l'on s'abstient de voir des pratiques numériques plus nobles que les autres, la notion de fracture numérique tend souvent à perdre de son sens étant donné que les individus censés être du mauvais côté de la fracture font preuve d'autres usages que ceux valorisés et attendus, et se révèlent être bien souvent, de surcroît, des pionniers annonçant les usages partagés de demain.

Enfin, de même que le numérique n'a pas supprimé la matérialité du monde et les inégalités sociales d'accès, il n'a pas non plus mis fin au travail précaire et exploité qui se développe en son sein. Dans cette veine, A. Casilli (2019) montre combien derrière les sites Internet opère un monde de « tâcherons », de travailleurs du clic. Dès lors qu'on ajoute un *hastag* sur Instagram ou twitter, opèrent en effet de nombreux travailleurs qui permettent justement à ces plateformes de fonctionner. Ce sont des modérateurs, des débogueurs ou encore des personnes exerçant dans des fermes du clic ; ils se trouvent en Inde, au Pakistan ou encore en Indonésie, leur travail consiste à cliquer sur les contenus proposés sur telle ou telle page d'Instagram ou de Facebook en réponse à une commande. En Inde, par exemple, un clic est rémunéré 0,008 centimes de dollar. Pour A. Casilli, il ne s'agit pas d'un « travail numérique » mais bien plus d'un *digital labor* dans la mesure où les travailleurs du clic dont il est question ici n'ont aucune compétence spécifique et que leur travail est un « travail du doigt » et non de l'esprit. Le paradoxe vaut d'être souligné : alors que les tâches les plus complexes sont assumées par des machines, les plus simples et les plus répétitives (enregistrer un contenu, cliquer sur une phrase...) sont prises en charge par des êtres humains payés à la tâche. On renoue ainsi avec des formes de travail typiques de la première industrialisation où les ouvriers étaient rémunérés à la tâche, d'où la qualification de « tâcherons ». C'est dire si, par extension, la croyance selon laquelle l'intelligence artificielle remplacera l'homme relève de l'illusion.

## En guise de conclusion...

Ce qui se cache derrière le numérique relève donc du meilleur comme du pire. Afin d'éviter le pire, d'aucuns plaident en faveur d'une gouvernance numérique étant admis qu'en l'absence de toute régulation il revient à quelques firmes multinationales bien connues de jouer les premiers rôles et de jouer avec les règles nationales sur tous les domaines: fiscalité, protection des données personnelles, législations... Certains militent même, à l'image d'A. Casilli, pour développer le coopératisme de plateformes consistant à mettre en place un système de propriété collective et de gestion collective des algorithmes. Cela va dans le sens de la piste relative au développement de communs numériques supposant des modèles de gouvernance où la gestion des ressources est assurée par ceux qui les produisent (tout le monde en fait...). C'est ainsi que devient pensable et possible une plateforme médicale comme *Midata* au sein de laquelle les données de santé sont collectées pour ensuite être mises à disposition des patients ou des professionnels de santé sans être vendues aux assureurs ou aux industries pharmaceutiques. L'enjeu est de faire reconnaître la valeur collective des données personnelles pour mieux les protéger. Tout un chantier s'ouvre alors pour esquisser les contours d'une nouvelle orientation autre que celle de la marchandisation outrancière du numérique à laquelle on assiste actuellement. C'est là que l'on touche à l'éthique du numérique, entendons du sens qu'on veut lui donner.



## Note

[1] [www.datacentermap.com](http://www.datacentermap.com)



## Références bibliographiques

- Appadurai A. (2001), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.
- Auray N. (2016), *L'Alerte ou l'Enquête. Une sociologie pragmatique du numérique*, Paris, Presses des Mines.
- Bauman Z. (2010), *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Fayard/pluriel.
- Boullier D. (2016), *Sociologie du numérique*, Paris, Armand Colin.
- Cardon D. (2015), *À quoi rêvent les algorithmes?*, Paris, Seuil.
- Casilli A. (2019), *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil.

- Dagnaud M. (2011), *Génération Y*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Dubet F. (2019), *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme*, Paris, Seuil.
- Flichy P. (2010), *Le sacre de l'amateur*, Paris, Seuil.
- Deleuze G., Guattari F. (1980), *Mille plateaux, Capitalisme et schizophrénie*, t. 2., Paris, Éditions de Minuit.
- Kaufmann V. (2009), «La théorie urbaine en devenir», in Stébé J.-M., Marchal H. (dir.), *Traité sur la ville*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 640-665.
- Martuccelli D. (2017), *La condition sociale moderne. L'avenir d'une inquiétude*, Paris, Gallimard/Folio.
- Riesman D. (1968), *La foule solitaire*, Paris, Arthaud.
- Rosa H. (2012), *Accélération et aliénation. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte.